

RESOLUTION D'ALERTES RAPPORT LIBAULT

Le Conseil d'administration d'Alertes prend acte du rapport LIBAULT suite à la Consultation Grand Âge.

Le rapport reprend des propositions que l'association ALERTES 38 porte depuis de nombreuses années :

- Changer le regard sur le grand âge
- Placer l'autonomie de la personne âgée au cœur de la stratégie
- Améliorer les conditions de vie de la personne âgée à travers la revalorisation des métiers du grand âge
- Mieux accompagner les personnes fragiles
- Reconnaître la perte d'autonomie comme un risque national à part entière dans le cadre de la Sécurité Sociale. Nous attendons la traduction concrète des propos de Madame Buzyn, cités ci-dessous. Nous militons pour la mise en place d'un financement basé sur la solidarité nationale et financé par l'ensemble des revenus (capital et travail) et demandons la création d'un 5^{ème} risque de sécurité sociale.

Toutefois, nous constatons que certains points n'ont pas été suffisamment développés :

- La suppression de la barrière d'âge (60 ans) n'a toujours pas été abordée alors que c'est un couperet pour les personnes en situation de handicap, les personnes en invalidité (permanente ou partielle) ou en longue maladie
- L'insuffisance de propositions concernant les financements
- L'absence d'un ministère ou d'un secrétariat d'état dédié aux personnes âgées
- L'attractivité et la valorisation des métiers d'aide et de soin
- L'importance du domicile et de l'adaptation de l'habitat des personnes âgées
- L'évolution annoncée des EHPAD et la création d'autres formes d'accueil.

Lors de la remise du rapport Libault, le 28 mars 2019, à la Ministre des Solidarités et de la Santé, Madame BUZYN s'est exprimée en particulier sur la nécessité d'établir **«une architecture nouvelle, une couverture publique du risque de dépendance lié au grand âge financée par la solidarité nationale.**

Cette couverture publique, nous devons en définir le modèle, avec une offre, une gouvernance et un financement clairement établis ».

Le CA constate que certaines propositions n'ont pas encore de réponses, d'autres ont été peu développées et ne lui permettent pas de se prononcer.

L'association Alertes continuera à être attentive à l'évolution de ce dossier.